

Publié le 22/02/2022

Achats responsables : le sujet progresse, la norme aussi





De plus en plus d'acheteurs et d'acheteuses disent raisonner en mode achats responsables dans leur organisation. Leur boussole : la norme volontaire ISO 20400. Cinq ans après sa publication, jugez-vous que celle-ci mérite un coup de jeune ? La consultation est ouverte.

Publiée en avril 2017, la [norme volontaire internationale ISO 20400](#) sur les achats responsables donne aux entreprises, aux collectivités locales et à tout type d'acteurs économiques des lignes directrices pour intégrer la responsabilité sociétale dans leur processus achats. « *C'est une norme de recommandation et non pas une norme certifiable* », complète Juliette Guillemin-Dupille, responsable de cette thématique pour le groupe AFNOR (à gauche sur la photo). Pour autant, la norme est largement utilisée pour se préparer au label Relations fournisseurs et achats responsables. Ce faisant, elle fait de la fonction achats la pierre angulaire d'une démarche RSE dans l'entreprise : l'acheteur ou l'acheteuse a la possibilité de privilégier les fournisseurs, les prestataires, les sous-traitants qui proposent des biens et des services à moindre impact environnemental, à valeur ajoutée sociétale, à forte plus-value territoriale.

Une thématique qui monte dans les fonctions achats

Pas moins de 9 organisations sur 10 sont engagées ou sur le point de s'engager dans une démarche d'achats responsables. C'est ce que révèle le dernier baromètre des achats responsables de l'ObsAR, publié en février 2022 ([visionner ici le replay du webinaire sur le sujet](#)). Cette étude quantitative a été réalisée entre novembre et décembre 2021 auprès de 254 organisations. Elle identifie clairement que la démarche d'achats responsables trouve sa place dans un nombre croissant d'organisations. Que ce soit dans le secteur public ou privé, plus de la moitié des directions achats ont des objectifs liés au développement durable ou à la RSE en 2022. C'est d'ailleurs le cas au sein du [groupe AFNOR](#) ! Pour un tiers des répondants, ce n'est pas une découverte : leur démarche achats responsables a plus de cinq ans.

Une autre étude va dans le même sens : selon AgileBuyer pour le Conseil national des achats, « *plus de la moitié des directions achats auront des objectifs liés au développement durable ou à la RSE en 2022. Ainsi, cela concernera 69 % des directions achats dans le secteur public et 57 % dans le secteur privé* », y lit-on. Avec un focus sur la réduction de l'empreinte carbone : 73 % des directions achats disent participer en priorité à la réduction de l'empreinte carbone inscrite dans la stratégie de l'entreprise.

ISO 20400 : en faire une norme certifiable ?

A tendance forte, norme forte. Or l'ISO 20400 date de 2017. Cinq ans après sa publication, jugez-vous que celle-ci mérite un coup de jeune ? La consultation est ouverte ! [AFNOR vous donne la parole](#), jusqu'au 31 mars 2022. Avec ce rappel : la révision d'une norme volontaire fait partie de son cycle de vie. Le document doit continuer à coller aux réalités du marché. « *La révision d'une norme n'implique pas forcément de la revoir totalement* », explique d'ailleurs Juliette Guillemain-Dupille. Poursuivant ainsi : « *Pour la norme ISO 20400, la première question à se poser est de savoir si elle doit garder son statut de norme non certifiable, ou si au contraire on la fait évoluer vers une norme certifiable. On peut se demander aussi s'il serait pertinent de l'adapter aux achats publics ou à un secteur d'activité particulier.* » En cinq ans, l'eau de la RSE a coulé sous les ponts des entreprises. Est notamment apparue, entretemps, la loi sur le devoir de vigilance. « *Les entreprises ont dû communiquer sur des plans de vigilance et se sont davantage emparées des questions de réchauffement climatique, de gestion des déchets et des ressources* », atteste Juliette Guillemain-Dupille. Au regard de ce contexte, la question d'une révision est donc légitime.

Progresser sur la méthodologie de calcul

Le baromètre des achats responsables de l'ObsAR 2022 pointe du doigt le fait que la [cartographie des risques](#) reste trop peu mise en œuvre. Or, cet exercice est central pour crédibiliser la démarche achats selon l'ISO 20400. « *On voit trop souvent des cartographies des risques où les organisations présentent les conséquences plutôt que les risques* », note Bruno Frel, autre expert du sujet pour le groupe AFNOR (à droite sur la photo). Il précise : « *Dans la norme ISO 20400, il manque des éléments sur la méthodologie de calcul pour accompagner les organisations. Il serait judicieux que la norme soit complétée pour expliquer ce que les évaluations fournisseurs doivent couvrir et comment elles doivent être utilisées dans une approche d'achat responsables.* »

Cinq ans après la publication de la norme ISO 20400 plusieurs questions se posent donc. Doit-elle devenir certifiable ? Faut-il la décliner à un secteur ? A-t-elle besoin d'évoluer avec une méthodologie plus opérationnelle ? Votre contribution à l'enquête AFNOR aidera à construire la position française. Chaque pays mènera une consultation en parallèle. Si le verdict devait être celui d'une révision, les professionnels du secteur seront invités à la table de la normalisation pour rédiger la nouvelle mouture.

JE DONNE MON AVIS

Crédit photo : Julien Guillemain-Dupille et Bruno Frel, animateurs de la thématique Achats responsables pour le groupe AFNOR (©DR)

Nos dossiers thématiques

[Achats](#)

[Agroalimentaire](#)

[Développement durable](#)

[Energie](#)

[Environnement](#)

[Numérique](#)

[Qualité](#)

[RSE](#)

[Secteur public](#)

[Silver économie](#)

[SST](#)

Newsletter AFNOR

Retrouvez tous les mois l'actualité, les événements, les témoignages, les dossiers sur tous les sujets qui concernent votre activité.

[Inscrivez-vous](#)